

Le seul avenir auquel il peut prétendre est celui des pays en voie de dé-modernisation comme l'Afghanistan, le Pakistan, l'Iran, la Tunisie et l'Égypte. Un tel peuple, si on le laisse faire, accrochera le wagon algérien à la première locomotive califale qui se présentera, se libérant une fois pour toutes du pensum d'avoir à construire une société, une économie et un État. Les Raspoutine pullulant, il confiera notre sort au plus mauvais d'entre eux, quelque cheikh aveugle au sens propre et figuré.

Deux ans avant que n'éclate la crise grecque, j'avais prélevé d'un article du magazine *Le Point* ces propos d'un observateur grec qui décrivait son pays comme «un pays dont la mentalité est celle du contournement de la règle, de l'évasion fiscale, de l'économie souterraine et de la corruption qui a pénétré chaque recoin de notre vie quotidienne...». C'est parce que j'avais reconnu mon propre pays dans cette description. Peut-on parler d'avenir quand on dépend du cours du pétrole sur les marchés internationaux à l'initiative des nations qui se développent, et que l'essentiel des produits et services que nous consommons frénétiquement proviennent de l'étranger ? Peut-on envisager un avenir avec une majorité de citoyens convaincus d'être des victimes de leur État et le regardant comme la cause de leurs malheurs, de leurs privations et de leurs frustrations et n'attendant que l'occasion de le lui faire payer ? Les Algériens non encore pris dans le tourbillon du populisme socialisant ou charlatanesque et qui croient toujours à la mission de construire l'Algérie selon les idéaux proclamés par la Déclaration du 1^{er} Novembre 1954 n'ont pas beaucoup de temps devant eux pour reprendre leurs esprits et réagir à la dérive mentale qui a affecté la nation. Ils ne sauraient reporter au lendemain cette tâche ou s'en remettre aux générations futures, des générations qui pourraient avoir perdu tout repère en dehors du charlatanisme. C'est maintenant qu'il faut agir, car nous sommes au point où tout peut basculer.

La tâche de mener cette œuvre de rénovation doit revenir à un Etat qui aura d'abord corrigé sa perception de

lui-même, de ses limites, de ses possibilités, de ses droits et de ses obligations. Il doit viser des objectifs réalisables comme une croissance supérieure à l'inflation et au taux de progression démographique et des équilibres constamment surveillés, et éliminer ce qui est utile à quelques-uns mais néfaste au plus grand nombre.

Son rôle ne doit pas être celui d'un entrepreneur mais d'un régulateur et d'un contrôleur qui incite et impulse par des mesures fiscales, financières, budgétaires et monétaires l'action des agents économiques.

Il doit s'attacher à créer les conditions d'échange, d'investissement, de production et d'emploi qui élimineront progressivement les circuits parallèles et le marché informel. C'est de là que viennent les disparités, la corruption et les gains faciles, sources de tensions sociales et de mécontentement.

Là où peut se former une opportunité de gain illicite ou d'enrichissement sans cause, il doit intervenir pour l'empêcher ou l'éteindre. C'est seulement de cette façon que s'instaureront l'égalité et la justice, lesquelles ne sont pas l'égalitarisme, le nivellement et l'uniformité, mais l'égalité des chances et la sanction de la faute.

Cette œuvre de rénovation n'est concevable qu'avec l'implication directe des Algériens de bonne volonté qui auront à leur tour rectifié leurs idées sur leur rôle, leurs droits et leurs devoirs.

Le peuple n'est pas dans cette sémantique la quantité d'individus mâles et femelles formant la communauté mais un corps civique, un ensemble de citoyens conscients de leurs droits et remplissant leurs devoirs, une armée d'agents économiques productifs et industriels.

Ce n'est ni une mase d'individus attendant tout de l'Etat, ni une masse de croyants aspirant à être directement gouvernés par Dieu. Les nouvelles générations ont des possibilités que n'avaient pas leurs aînés, que n'avait pas l'humanité il y a vingt ans, notamment celles ouvertes par les technologies de l'information. Le monde du savoir, de l'échange d'idées, de la com-

munication leur est ouvert sans même qu'elles sortent de chez elles.

Pour organiser son insertion dans l'histoire contemporaine et s'assurer une place honorable dans le monde, l'Algérie est dans le besoin d'un nouveau départ. Elle en a les moyens. L'unité nationale a été réalisée par l'épopée de Novembre, nous avons une administration et une armée, nous disposons de richesses considérables et la technologie nous est accessible. Il faut passer de l'idéalisation des principes à leur réalisation effective.

Les Algériens doivent être liés à leur pays par des liens objectifs et matériels et non fictifs et sentimentaux, et l'Algérie devenir concrètement le bien des Algériens. Mais pour parvenir à cela, beaucoup de nos idées doivent être rectifiées, dont celles relatives à l'indépendance, la dignité et la liberté.

Il y a la liberté de s'exprimer, de manifester et d'élire dont jouissent effectivement les citoyens des pays libres mais il y a aussi, dans les pays anarchiques, la liberté d'en faire à sa tête en ne considérant que ses intérêts personnels, de n'écouter que son humeur, de ne pas accomplir ses devoirs civiques, sociaux, fiscaux et militaires, de se livrer au marché noir, de ne pas respecter le code de la route... La liberté, ce n'est pas être autonome des autres et se soulever sous le moindre prétexte contre l'ordre, mais

entrer de plain-pied dans la trame sociale et s'astreindre au respect des règlements et des normes. Ce n'est pas se soustraire à la contrainte sociale, ce n'est pas se singulariser par des actes excentriques, mais se mettre de son propre gré au service de la loi, de la société et de l'intérêt commun. Beaucoup croient qu'il y a plus de liberté dans les démocraties que dans les pays non-démocratiques. Cette idée reçue ne correspond à aucune vérité. En effet, qui est traqué par les lois et les règlements, puni pour la moindre faute, persécuté par le fisc, verbalisé pour avoir mal garé son véhicule, jeté ses débris sur la voie publique ou fait du bruit ?

L'Algérien ou le Suisse ? Qui a peur du gendarme, du concierge, de l'huisier, du contrôleur de métro ?

L'Algérien ou le Français ? Qui peut squatter un espace public impunément,

construire sur la voie publique sans risquer la prison, ou faire brouter son mouton dans les jardins publics ? L'Algérien ou l'Allemand ? C'est dans les pays non-démocratiques que se trouvent les véritables «hommes libres», libres comme des primates s'égayant dans la nature. C'est dans les pays anarchiques qu'il n'y a pas de sanction, que tout peut arriver et que nul n'est inquiet pour ses méfaits. C'est dans les pays démocratique qu'on compte ses sous, paye son impôt, arrive à l'heure à son travail, qu'on ne peut s'enrichir que licitement et que nul ne peut se mettre hors la loi sans encourir ses rigueurs.

C'est là qu'on a souffert des siècles durant avant d'accéder au repos hebdomadaire, au congé payé, à la sécurité sociale et au droit de vote. Nous, nous les avons trouvés au berceau le 5 juillet 1962. C'est dans ces pays qu'on peut se retrouver à la porte de son travail pour la moindre vétille, qu'un patron d'entreprise se suicide par suite d'une faillite et que le ministre peut être jeté en prison en cas de prévarication.

Dans ces pays-là, on n'est libre que de faire le bien, de circuler à l'étroit dans les dédales de la loi et de respecter les conventions. Dans les autres, on est libre de faire tout le mal qu'on veut, et la loi n'oblige réellement à presque rien. La dignité, ce n'est pas la fierté injustifiée, le culte de la virilité et de la moustache, l'éloge de ses propres tares, mais l'affirmation de ce qu'il y a de positif en soi, de sa valeur humaine, de son ren-

dement social et de ses réalisations historiques. Ce n'est pas se dérober à ses devoirs, zigzaguer entre les règlements, mais accomplir ses obligations civiques et les percevoir comme les préalables à ses propres droits. C'est être convaincu que l'indépendance de tous ne peut être acquise qu'au prix des interdépendances particulières, et qu'hors du groupe, il n'y a point de salut.

La dignité, enfin, c'est ne pas exporter ses nuisances, ne pas répandre ses tares à travers le monde, ne pas forcer les portes closes de l'étranger.

J'ai conscience qu'il manque à la vision du passé, du présent et de l'avenir exposée dans cette série une conclusion suggérant des «solutions». Ce pourrait être l'objet d'une autre série de contributions. Celle-ci était la 41^e depuis le 23 mars 2011.

N. B.

Publicité

SARL
ProNégoce

Activité : import-export - service
Zone d'activités Hamadi Krouma - Skikda
Tél. : 038 92.27.28 - Fax : 038 92.27.25
E-mail : pro_negoce@yahoo.fr

PRÉSENTS : messieurs

BOUDIAB Abdenour	Gérant associé	Président
BOUDIAB Amar	Gérant associé	Membre
BOUDIAD Macinissa	Représentant associé	Membre

Ordre du jour : Examen des comptes sociaux de l'exercice 2011

Première résolution :
- Approbation des comptes sociaux de l'exercice 2011
- L'assemblée approuve les actes de gestion de l'exercice et donne quitus au gérant

Deuxième résolution :
- Affectation du résultat bénéficiaire de l'exercice 2011 au compte 106 «réserves ordinaires»

Troisième résolution :
- Affectation du report à nouveau au 31/12/2011 de 154 073 904.93 DA

100 000 000 DA augmentation du capital
- 54 073 904.93 DA au compte 106 «réserves ordinaires»

Quatrième résolution :
- Investissement (construction hangar de 3 000 m²)

Cinquième résolution :
- Renouvellement du mandat du commissaire aux comptes.

Sixième résolution :
- Publicité légale.

SKIK/B1

SARL
PRONégoce

Activité : Import-export-service
Zone d'activités Hamadi Krouma-Skikda-
Tél : 038 92 27 28-Fax : 038 92 27 25
E-mail : pro_negoce@yahoo.fr

ملخص محضر جمعية الشركاء المنعقدة بتاريخ 16 جوان 2012

رئيس	مسير شريك	بoudiab عبد النور
عضو	مسير شريك	بoudiab أمعر
عضو	شريك	بoudiab مسينية
محافظ الحسابات		حصام موسى

جدول الأعمال
الحل الأول:
صادقت الجمعية على الحسابات الاجتماعية لنشاط 2011.
صادقت الجمعية العامة على أعمال التسيير المتعلقة بالنشاط ومنحت ابراء للمسير على تسييره
الحل الثاني:
قررت الجمعية بتخصيص نتيجة النشاط الايجابي بقيمة 28 694 919.96 دج إلى الحساب 106 إلى "احتياطات عادية"
الحل الثالث: قررت جمعية الشركاء بتحويل المبلغ الزائد